

éditorial

Tranquillement la peur...

Cet éditorial a été écrit le 30 avril, à la veille d'un premier mai qui verrait facilement défiler coude à coude le baron Ernest et le cheminot Bernard, le patron des patrons et le salarié des salariés, appelant tous deux à préserver la France de la montante peste brune lors du second tour des présidentielles. Tous ensemble ! Il sera lu à la fin juin, après le second tour des législatives. D'ici là, chacun aura voté plusieurs fois sans que ce texte ait pu infléchir les choix de ses lecteurs, ce qui lui vaudra peut-être d'être accueilli avec indulgence comme une contribution à une réflexion menacée.

Gageons que, lecteurs de cette revue, nous aurons su faire une lecture experte des résultats du premier tour des présidentielles et des consignes des états-majors... Chacun aura navigué entre les deux mâchoires de ce qui pourrait tout aussi bien apparaître comme un piège, volontairement tendu ou non : d'un côté sous-estimer le risque que les contradictions à l'intérieur du capitalisme européen rendent nécessaire actuellement d'avancer dans des pays européens une carte d'extrême-droite plutôt que de droite ou simplement sociale-démocrate ; de l'autre renforcer l'illusion d'une différence de *nature*, au-delà de la bonne foi des mandatés, entre les mandants de l'extrême-droite et ceux de la droite, pour ne rien dire de la gauche, différence qui ferait de la seconde le garant démocratique de la volonté électorale si celle-ci venait à être contraire aux intérêts des puissances économiques. Ce qui peut déjà éclairer la question posée aux électeurs, c'est la manière dont elle est posée

et que suggèrent plusieurs aspects d'une campagne que le résultat (prévisible) ne pourra excuser dès lors que la seule raison pour la gauche de voter à droite est bien la sauvegarde de la démocratie. En ce domaine, encore moins qu'ailleurs, la fin ne saurait justifier les moyens.

On s'inquiétera ainsi du rôle que les partis de gouvernement ont demandé aux médias de jouer (il est en effet peu probable que les ténors de « l'information objective » aient pris le risque d'affronter le pouvoir en menant une campagne personnelle !). Ainsi de la culpabilisation des électeurs et des abstentionnistes du premier tour et du reproche de s'être par trop laissés aller, à gauche, à agir selon leur opinion, ce qui n'est visiblement plus ce que la démocratie attend d'eux. Ainsi de la lecture officielle des résultats du premier tour qui pointe comme séisme la progression de l'extrême-droite pour un peu moins d'un million de voix et pas du tout la progression de l'extrême-gauche pour plus de 1,3 million ou le formidable désaveu (désertion de plus de 6 millions de suffrages !) des bilans et des programmes des partis engagés dans la direction des affaires ; lecture qui permet d'isoler la progression de l'extrême-droite de ses causes, d'en faire une histoire suspendue dans le vide et donc de la rendre incompréhensible. Ainsi de l'appel à la mobilisation républicaine des jeunes à travers le recours aux seuls maîtres à penser qu'on leur permet d'avoir, les chanteurs et les sportifs, dont le plus célèbre commence son appel au sursaut républicain par un surprenant « *je ne fais pas de politique mais...* », comme si le fait de gagner en une année ce qu'un O.S. gagnera en 5 siècles si on recule encore l'âge de la retraite et s'il n'est pas mis entre temps au chômage ne questionnait pas les fondamentaux d'une organisation sociale dont toute démocratie assumée devrait en permanence débattre. Ainsi de la décision de ne pas publier de sondages d'ici le deuxième tour, sans doute pour des raisons tellement excellentes qu'on ne voit pas pourquoi elles ne s'imposeraient pas également lors de toute nouvelle consultation, manière involontaire de reconnaître le rôle des médias dans la fabrique de l'opinion, et d'abord de celle du premier tour...

On peut s'inquiéter tout autant des manipulations de l'Histoire, notamment à travers l'affirmation qu'Hitler est arrivé au pouvoir par la voie démocratique et qu'il ne faut donc pas hésiter au second tour. La réalité est autrement instructive : Hitler, en dehors de toute élection le qualifiant pour cette fonction, a été appelé en janvier 1933 comme chancelier du Reich par le maréchal Hindenburg. Celui-ci avait été, l'année précédente, réélu triomphalement par l'ensemble des partis de droite, du centre et de gauche (à l'exception des communistes) président de la république de Weimar sur la promesse de faire barrage au parti nazi, le plus nombreux

au Reichstag, et d'empêcher toute coalition de la droite et de l'extrême droite. Après deux élections qui voient chacune à la fois un net reflux électoral de Hitler et une progression communiste, les milieux d'affaire, industriels et banquiers, retirent leur confiance à des cabinets de coalition modérés qu'ils estiment moins capables de soutenir leurs intérêts, ne serait-ce qu'en tenant « démocratiquement » compte des revendications évidemment déraisonnables d'une gauche combative, font alors ouvertement le choix du parti nazi et chargent von Papen d'obtenir de Hindenburg qu'il appelle Hitler comme chancelier. On connaît la suite. Aucune élection là dedans, même pas un coup d'État, simplement la manœuvre qu'il faut quand il faut. Si l'Histoire ne peut ici cautionner ceux qui y font référence, elle suggère qu'il est au moins naïf d'espérer s'opposer par la voie démocratique à la prise de pouvoir d'une organisation d'extrême-droite lorsque le capitalisme, devant ce qu'il estime menacer sa domination, fait appel à elle. Lorsque les choses deviennent sérieuses, il n'y a pas de démocratie qui tienne au plan intérieur ou international : les républicains espagnols, les gouvernements progressistes d'Argentine et du Brésil, Mossadegh en Iran, Sukarno en Indonésie, Lumumba ou Sankara en Afrique, comme Allende au Chili en ont su quelque chose. La seule manière de se prémunir contre l'extrême-droite resterait-elle alors de s'en tenir prudemment à la défense des droits de l'Homme quand l'Homme ne met pas en cause la propriété privée et le capitalisme de marché ? Ne rien faire qui fâche... À cette aune, la gauche plurielle ne méritait pas son échec.

À quoi avons-nous sans doute participé ? Les historiens auront assurément un peu de matière nouvelle pour décrire le rôle de l'extrême-droite, à la fois celui qu'elle prétend avoir et celui que les autres forces politiques tentent de lui faire jouer. Ils rappelleront que l'extrême-droite est d'abord la droite. Mais extrêmement. Comme l'ultra-libéralisme n'est jamais (ou toujours) que le capitalisme. Mais excessivement. Il y aurait ainsi une manière honnête d'être capitaliste et une manière convenable d'être de droite. Où commence l'excès ? Dans le fait que, pour mener commodément la mondialisation économique, la droite convenable a, pendant 5 ans, délégué à la gauche plurielle la réalisation de son programme ? Dans le fait que la gauche a ainsi accompli une mission que ses électeurs ne lui avaient pas confiée, en les assurant que le progrès imposait de renoncer aux acquis des luttes antérieures, qu'il n'y avait d'ailleurs rien à faire pour s'y opposer et qu'elle était dans ce cas la mieux placée pour le faire ? Ou dans le fait que les deux partis de gouvernement s'étaient démocratiquement auto-désignés pour le second tour de la présidentielle et qu'il ne restait à choisir qu'entre deux manières de parvenir au

même objectif ? Ainsi, l'excès de droite commence à gauche. Et tout s'en trouve décalé, y compris ce qu'on appelait jusqu'alors l'extrême-gauche qui se retrouve, sans y être préparée, aspirée vers la droite, donc désormais simplement à gauche dans le plus simple appareil...

Ce qu'il y a d'intéressant dans cette montée de l'extrême droite et qui la distingue du passé, c'est qu'elle résulte d'un glissement progressif vers la droite de toutes les forces politiques. Ce déplacement fonctionne sur l'anticipation politique d'une crise sociale liée à la mondialisation, à laquelle il faut se préparer à répondre, étant entendu que la réponse devra sauvegarder la quantité de liberté des renards dans le poulailler afin de poursuivre la gestion d'un système économique qui aurait définitivement apporté la preuve qu'il est le moins mauvais. Et donc tout aussi remarquable est l'abandon « opportun » des outils conceptuels qui aidaient jusqu'ici à questionner des rapports de classe : comme si la mondialisation nous venait d'une autre planète ; comme si elle n'était pas la forme actuelle de l'impérialisme ; comme si son évolution triomphante ne s'accompagnait pas de l'émergence nécessaire des forces productives qu'elle exploite et qui, en retour, la menacent. Les milieux populaires des pays industrialisés sont ravagés par la contradiction d'être objectivement du côté des dominants dans les rapports d'exploitation au niveau international et du côté des dominés sur leur propre terrain de luttes.

L'idéologie sur laquelle se développe un mouvement politique d'extrême-droite sensibilise, aujourd'hui comme hier, les fractions dominées de la classe dominante, même si ses membres n'en sont pas (encore) électeurs. Elle exploite le malaise des classes moyennes, des employés, des commerçants, des ouvriers qualifiés et des techniciens que l'évolution de l'emploi précarise, pénalise et ne traite pas comme ils le méritent mais qu'il faut empêcher d'en venir (ou d'en revenir) à contester des principes qui, d'une certaine manière, leur ont permis un moment d'être distingués et de jouir de privilèges relatifs. D'où la transformation en Valeurs des schèmes d'action qui sont de toutes façons ceux auxquels le capitalisme a recours dans la pratique : le nationalisme, la xénophobie et le racisme, le droit du plus fort dans la concurrence économique, la sélection naturelle et la reconnaissance du mérite, la nécessité de se prémunir contre l'insécurité que génèrent les pauvres et la stigmatisation de leur ingratitude envers ceux qui leur « donnent » du travail, etc. sont d'abord la « théorisation » des rapports sociaux de production et sont inséparables (cause et conséquence) des formes poursuivies de délocalisations (autrefois des travailleurs, aujourd'hui des entreprises, toujours des capitaux), de l'ingérence extérieure dans les pays riches en matières premières ou en main d'œuvre bon marché,

de la compétitivité comme régulation d'une production qui n'a pas d'abord comme fonction de satisfaire les besoins, tout cela reposant sur la transformation revendiquée et fondatrice de la force de travail en une marchandise dont il s'agit de tirer profit. Ce sont là les modes d'action de l'économie, donc les modes de pensée dominants, aussi bien à la gauche qu'à la droite de la droite. S'opposer à des pensées dominantes sans mettre en cause ce pour quoi elles le sont est devenu le comble de l'aventure intellectuelle, ce qui d'une certaine manière est vrai tant la tâche est aventureuse, pour ne pas dire mystificatrice. Au plan politique, tout semble une question de degrés et de partage des rôles : les républicains tentent, dans l'affichage politique, de masquer cette idéologie sous un discours humaniste ; les dirigeants de l'extrême-droite populiste en font au contraire ouvertement commerce afin de rallier à la défense du système tous ceux qui comprendraient qu'ils en sont aussi les victimes si on ne leur désignait pas les coupables chez les plus démunis qu'eux. Tranquillement la peur...

On peut craindre finalement que le quasi unanimité de cet entre-deux tours (qui aboutira à une réélection présidentielle digne de celle d'Hindenburg) soit non seulement une bien piètre réponse à l'existence de l'extrême-droite dès lors qu'on ne se satisfait pas de l'expliquer par la folie, la perversité ou l'égarement provisoire de ceux qui s'y adonnent mais un pas de plus vers le succès de ses thèses du fait de la confusion théorique qu'il engendre. L'extrême-droite ne peut s'analyser comme un phénomène isolable de la réalité dans, par et pour laquelle elle existe. Elle radicalise les valeurs qui fondent l'ordre économique dominant et qui sont partagées, dans la bonne foi ou la mauvaise conscience, par tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, trouvent des raisons de s'en accommoder ; parce qu'on ne sait pas faire autrement, parce qu'on a vu où sont allés ceux qui ont néanmoins essayé, parce que c'est quand même mieux d'être pauvre sous Chirac que sous Le Pen mais toutefois moins bien que sous Jospin. Quand la politique propose ce genre d'alternative plutôt que de refuser la fatalité de la misère, il est vrai qu'elle ne donne plus le choix qu'entre des degrés de la même politique dont elle sait en outre qu'ils ne résisteront pas à la montée de l'extrémisme si celui-ci s'avère nécessaire au maintien de ce qu'on appelait autrefois l'exploitation de l'homme par l'homme. Est-ce parce qu'elle aurait cessé qu'on n'en parle plus ou qu'en dehors de celle des enfants elle serait devenue légitime ?

Tout est affaire de peur ou d'intérêt dans la limite que nous fixons à ce qui doit être impérativement supportable par les autres mais que nous ne tolérons pas pour nous. Et tout est manière de prendre ou non la démocratie au sérieux dans l'exigence de mettre à jour ou de masquer les mécanismes

par lesquels se produisent, se légitiment et se reproduisent les inégalités. Comment ne pas voir alors dans cette campagne l'opportunité pour une droite et pour une gauche désormais partenaires de réclamer un certificat inespéré de bonnes mœurs comparées à la violence politique extrême à laquelle elles s'engagent à ne pas recourir... aussi longtemps que la violence symbolique suffira à faire intérioriser la logique dominante par les dominés ? Combattons-nous réellement l'extrême-droite au nom de la démocratie en laissant croire que les victimes de l'horreur économique, dans les pays pilleurs comme dans les pays pillés, ont choisi démocratiquement le monde tel qu'il va et que les 40 000 enfants qui meurent chaque jour de faim dans le monde ou ceux qui deviennent obèses devant leur télévision, car ce sont les mêmes dans des contextes différents et indissociables, n'en constituent finalement eux aussi qu'un perpétuel « détail » ?

Jean FOUCAMBERT